



Document commandé:
Série sur les clivages sociaux:
Les convois des camionneurs (2019-2022)

Préparé par: Frédéric Boily

Avis au lecteur

Conformément aux règles 5 à 10 des *Règles de pratique et de procédure de la phase relative aux politiques* de la Commission, le commissaire peut, à sa discrétion, faire appel à des experts externes pour produire des documents de discussion, de recherche ou d'orientation (« documents commandés »)

Les points de vue exprimés dans un document commandé sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du commissaire. Les énoncés de faits contenus dans un document commandé ne représentent pas nécessairement le point de vue du commissaire. Les conclusions de fait du commissaire sont fondées sur la preuve présentée lors des audiences de la Commission.

Les parties et les membres du public peuvent fournir des commentaires écrits à la Commission en réponse à ce document. Des informations sur le processus de dépôt d'observations, y compris les dates limite, sont énoncées dans l'*Avis concernant la phase politique de la Commission* (disponible sur le site Web de la Commission).

Les convois des camionneurs (2019-2022)

Frédéric Boily

Professeur, science politique

Université de l'Alberta

L'interprétation de la nature idéologique et politique du convoi des camionneurs de février 2022 pose problème. Comme les manifestations sont survenues un an seulement après celles ayant secoué le Capitole en janvier 2021, un parallèle a rapidement été établi entre les deux événements avec des interrogations inquiètes sur la possibilité de voir le même phénomène se produire au Canada. La présente note de recherche insiste essentiellement sur l'évolution des clivages politiques qui sont survenus, au Canada, depuis 2015 et qui permettent de comprendre la genèse politique du convoi de camionneurs. Celle-ci poursuit trois objectifs :

- 1) D'abord, nous verrons qu'il faut examiner le convoi des camionneurs de février 2022 à l'aune d'une série de manifestations survenues dans l'Ouest canadien qui, dès 2018, voient des révoltes contre les mesures environnementales et les politiques énergétiques du gouvernement fédéral.
- 2) Par la suite, nous reviendrons sur le contexte élargi ayant mené aux manifestations en brossant un tableau succinct de l'évolution de la droite canadienne, notamment à partir des dernières élections fédérales (2019-2021). Ce tableau permettra de mettre en lumière les clivages politiques qui se sont mis en place depuis l'élection fédérale de 2015 et qui se sont accentués en 2019 et en 2021.
- 3) Enfin, il s'agira de s'interroger sur la nature même des manifestations et du convoi qui ont été qualifiés d'extrême droite¹ et de populisme. Nous avancerons alors quelques pistes de réflexion afin de comprendre la nature du convoi.

1) Les manifestations du bitume pré-pandémiques : 2018-2020

Lorsque le convoi de camionneurs est arrivé à Ottawa en février 2022, on a rapidement fait le parallèle avec les événements survenus au Capitole en janvier 2021. De même, on a vu un effet de la pandémie, plus exactement des mesures sanitaires mises en place par les gouvernements fédéral et provinciaux. Or, le parallèle entre les deux soulèvements obscurcissait (a) le contexte politique existant avant la pandémie, sur lequel nous reviendrons plus loin, et (b) le fait que des convois de camionneurs similaires avaient aussi été organisés dès la fin de 2018.

-16 décembre 2018. Un convoi qui réunissait autour de 600 camions a déambulé dans la ville de Grande-Prairie en Alberta. Selon des participants, il s'agissait de montrer les difficultés auxquelles faisaient face les camionneurs qui travaillent dans l'industrie de

¹ « L'extrême-droite au volant du convoi des camionneurs? », *Le Journal de Montréal*, 11 février 2022, <https://www.journaldemontreal.com/2022/02/11/lextrême-droite-au-volant-du-convoi-des-camionneurs-1>.

l'énergie. Un participant à cette manifestation affirmait : « It's finally really good to see everybody starting to see the trickle-down effect in a country that got a large part of its economy from natural resources. Everyone is affected, from the top down. »²

-19 décembre 2018. Un convoi de camionneurs estimé à 22 kilomètres de long est passé sur l'autoroute menant vers l'aéroport d'Edmonton et vers Nisku, un lieu où on retrouve plusieurs entreprises gravitant dans le secteur énergétique³.

-22 décembre 2018. Un convoi de plus de 400 camions a été organisé à Estevan, en Saskatchewan. Les participants dénonçaient les politiques du gouvernement Trudeau en ce qui concerne le secteur énergétique (taxe carbone et lenteur dans la construction des pipelines), la péréquation ainsi que le Pacte sur les migrations des Nations-Unies⁴.

-5 janvier 2019. Des militants canadiens du mouvement des Gilets jaunes ont manifesté devant l'Assemblée législative albertaine et ailleurs. Les revendications du mouvement étaient hétéroclites: « These were positioned as “yellow vest” protests and, while small in numbers (e.g., 60 in Toronto, 120 in Edmonton, “dozens” in Fort McMurray), the messaging was consistent with a focus on the UN Global Compact for Migration, carbon tax opposition, and a general anti-Trudeau stance. »⁵

-Le convoi des camionneurs du 19 février 2019, qui se nommait « United We Roll », est né en Alberta avec un groupe d'environ 170 camions qui est parti de Red Deer pour aller vers Ottawa au cours d'une semaine. Les organisateurs voulaient faire passer le message que « Pipelines need to be built. Bill C-69 and 48 are obviously a problem. And (so is), the carbon tax »⁶.

-Aux États-Unis, on note aussi, en juin 2019, le *Timber Unity Rally*, soit un convoi de camionneurs, à Salem (Oregon) dénonçant les propositions environnementales des démocrates⁷. Les manifestants qui se sont rassemblés au Capitole, à Salem, venaient de plusieurs secteurs (camionneurs, fermiers et personnes travaillant dans l'industrie forestière) pour s'opposer aux politiques environnementales des démocrates de limiter les

² Brian Zinchuk, « 'We've got nothing to lose': Inside Grande Prairie's truck convoy supporting oil and gas », *Alaska Highway News*, 19 décembre 2018, <https://www.alaskahighwaynews.ca/bc-news/weve-got-nothing-to-lose-inside-grande-prairies-truck-convoy-supporting-oil-and-gas-3502190>.

³ Karen Bartko, « Nisku truck convoy and pro-pipeline rally 'way bigger than expected': organizer », *Global News*, 19 décembre 2018.

⁴ Brian Zinchuk & David Willberg, « Our winter of discontent: Estevan truck convoy protest attracts 427 units, 15 kilometres long », *SaskToday.ca*, 22 décembre 2018, <https://www.sasktoday.ca/south/local-news/our-winter-of-discontent-estevan-truck-convoy-protest-attracts-427-units-15-kilometres-long-4128059>.

⁵ Brooks de Cillia et Patrick McCurdy, « No Surrender. No Challenge. No Protest Paradigm: A Content Analysis of the Canadian News Media Coverage of the “Yellow Vest Movement” and the “United We Roll Convoy” », *The Canadian Review of Sociology*, 57, 4, 2002, p. 659.

⁶ Taylor Blewett, « United We Roll protest: Truck convoy ends Hill rally, gears up for Day 2 », *Ottawa Citizen*, 20 février 2020, <https://ottawacitizen.com/news/local-news/united-we-roll-protest-what-to-expect-downtown-this-week/>.

⁷ David Davis, « Log trucks arriving in Salem for demonstration creating traffic backups », *Statesman Journal*, 27 juin 2019, <https://www.statesmanjournal.com/story/news/2019/06/27/log-trucks-arriving-salem-demonstration-creating-traffic-backups/1583244001/>.

émissions de GES qui causent les changements climatiques. Un convoi a aussi été formé en février 2020⁸.

Ainsi, le convoi de camionneurs de février 2022 avait été précédé par des convois similaires et articulés autour de l'idée que des mesures comme la taxe carbone, les lois C-48 et C-69⁹ affectaient de manière démesurée le secteur énergétique albertain. Le manque de nouveaux pipelines était également dénoncé avec vigueur.

La nature idéologique de ces manifestations était là aussi un sujet de débats. Ainsi, il est possible de dresser un certain parallèle entre le mouvement « United We Roll » et celui des Gilets jaunes, en France (2018) dans la mesure où la question des taxes sur les carburants constitue un élément déclencheur justifiant les manifestations. Les problématiques ne sont pas les mêmes (la dimension régionale sur laquelle nous reviendrons), mais il y a néanmoins cette idée que les politiques en matière climatiques sont vues comme étant imposées, et ce, au détriment des intérêts d'une certaine classe de la population¹⁰. Cependant, certains ont dénoncé le mouvement « United We Roll » comme étant extrémiste en raison d'expressions xénophobes, notamment avec le mouvement Gilets jaunes Canada, qui avait une tonalité plus axée sur les problématiques identitaires avec des dénonciations de l'immigration, de la mondialisation et du gouvernement libéral¹¹.

En somme, plusieurs coups de semonce avaient été lancés, sans être pris au sérieux, notamment avec le convoi de février 2019 qui constituait, bien que rien n'était prédéterminé à l'avance, une sorte de prélude de ce qui pouvait se passer.

2) Évolution idéologique de la droite canadienne

Les manifestations ont été décrites de différentes manières et plusieurs ont insisté sur la radicalisation ou encore sur la désinformation de la part des manifestants et autres acteurs politiques pour comprendre ce qui s'est passé¹². Pour bien saisir la nature de l'événement, il faut reculer avant la pandémie pour saisir le contexte idéologique et politique dans lequel s'est développé le convoi de camionneurs, lequel s'inscrit sur une toile de fond plus large que la pandémie.

Je reprends ici certaines analyses réalisées dans mon ouvrage *Droitisation et populisme* concernant l'évolution de la droite canadienne post-Harper 2015 et à l'irruption de nouveaux

⁸ Whitney Woodworth, David Davis et Connor Radnovich, « Timber Unity returns to Salem: 1,000-truck convoy, rally target carbon cap-and-trade bill », *Salem Statesman Journal*, February 6, 2020, <https://www.statesmanjournal.com/story/news/2020/02/06/timber-unity-returns-cap-and-trade-protest-salem-traffic/4668677002/>

⁹ La loi C-48 (2011) est une loi qui réglementait de manière plus stricte le passage des pétroliers le long des côtes nord de la Colombie-Britannique alors que C-69 modifiait la loi sur l'évaluation des impacts et la Régie canadienne de l'Énergie.

¹⁰ « Face à la flambée des prix du carburant, assistera-t-on au retour des gilets jaunes ? », *L'Express*, 16 octobre 2021, https://www.lexpress.fr/actualite/societe/face-a-la-flambee-des-prix-du-carburant-assistera-t-on-au-retour-des-gilets-jaunes_2160611.html.

¹¹ Elizabeth Hames, « Don't dismiss them as 'crackpots': Who are Canada's yellow vest protesters? », *CBC news*, 11 janvier 2019, <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/yellow-vests-canada-alberta-1.4974721>.

¹² Pierre Saint-Arnaud, « Le juge Richard Wagner s'inquiète de la stabilité de nos institutions », *La Presse*, 9 juin 2022, <https://www.lapresse.ca/actualites/national/2022-06-09/le-juge-richard-wagner-s-inquiete-de-la-stabilite-de-nos-institutions.php>.

clivages politiques qui, au fil des trois dernières élections, ont réactivé la fracture Est/Ouest¹³. En effet, la victoire du Parti libéral du Canada de Justin Trudeau, en 2015, a entraîné de nouvelles orientations en matière de politiques environnementales qui ont créé beaucoup de réticence, notamment l'introduction d'une taxation du carbone. Les politiques en matière climatiques et les retards (et annulation) dans la construction des pipelines ont aussi contribué à la nouvelle dynamique politique qui a vu quelques groupes et partis politiques s'opposer à toute forme de taxation carbone. C'est dans ce contexte que l'on a assisté à une remontée à partir de 2019 de la *Western Alienation*.

Cette idée selon laquelle l'Ouest serait une région traitée injustement par le gouvernement fédéral est ancienne et elle est toujours plus ou moins présente dans l'espace politique de l'Ouest, particulièrement albertain. Cette idée était cependant moins importante lorsque Stephen Harper était au pouvoir. Or, avec l'élection du Parti libéral du Canada 2015 et avec un programme politique fortement orienté sur les politiques environnementales, on a assisté progressivement à son retour, notamment en Alberta où l'insatisfaction régionale est plus forte qu'ailleurs dans les Prairies¹⁴. L'insatisfaction se traduisait aussi par un appui très fort de l'électorat, en 2019, pour les conservateurs dans l'Ouest du pays¹⁵.

Or, le « retour » du régionalisme a conduit des intellectuels et des acteurs politiques à vouloir se replier politiquement (autonomisme et séparatisme) sur la région. Les tenants de ce courant pensent que la prise de pouvoir est définitivement bloquée par « l'élite laurentienne », celle habitant au cœur du pays autour de l'axe Toronto-Montréal. Certains en sont arrivés à la conclusion qu'il faut défendre les provinces de l'Ouest contre « l'assaut » libéral qui « attaque » avec ses politiques environnementales le secteur énergétique, sans parler des questions liées à la péréquation et qui ont donné lieu à un référendum (octobre 2021). Cette opposition aux politiques climatiques n'est pas seulement le fait de groupes marginaux mais elle est aussi plus largement présente dans l'espace politique albertain, notamment dans l'opposition au gouvernement libéral¹⁶. Rappelons que d'autres gouvernements provinciaux conservateurs ont contesté, en vain, la constitutionnalité de la taxe carbone en Cour suprême (mars 2021). Enfin, cette agitation politique survenait pendant que le secteur de l'énergie était soumis à des changements profonds avec la baisse des prix du pétrole, surtout à partir de 2015. L'anxiété économique était donc forte à partir de 2016, 45% des Albertains étant inquiets de leur avenir financier, le plus haut total au Canada¹⁷.

C'est dans ce contexte d'insatisfaction économique et régionale que s'est développé le mouvement *Wexit*, maintenant *Maverick Party*, un parti qui a récolté de faibles scores électoraux

¹³ Frédéric Boily, *Droitisation et populisme, Canada-Québec-États-Unis*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2020.

¹⁴ Evelyn Brie et Félix Mathieu, *Un pays divisé. Identité, fédéralisme et régionalisme au Canada*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 135.

¹⁵ Frédéric Boily et Timothy van Den Brink, « Le retour du régionalisme en Alberta et dans l'Ouest », *Études canadiennes/Canadian Studies*, no 92, juin 2022, p. 1-24.

¹⁶ Timothy van Den Brink et Frédéric Boily, « Retour sur le populisme en Alberta. La campagne électorale de 2019 », *Les droites provinciales en évolution. 2015-2020. Conservatisme, populisme et radicalisme*, sous la direction de Frédéric Boily, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2021, p. 83-103.

¹⁷ Angus Reid, 23 février 2016, <http://angusreid.org/wp-content/uploads/2016/02/2016.02.23-Fed-Issues.pdf>.

en 2021. Mais cela ne devrait pas être interprété comme étant un signe de la disparition de l'insatisfaction régionaliste, notamment parce qu'une partie de ce vote de contestation a aussi été saisie par les partisans du Parti populaire de Maxime Bernier qui a connu des résultats électoraux plus importants dans l'Ouest canadien, avec 7,4 des suffrages exprimés en Alberta, 7,6% au Manitoba, 6,6% en Saskatchewan, 4,9% en Colombie-Britannique.

Ainsi, la pandémie est survenue, en mars 2020, dans un contexte déjà propice à la contestation et il pouvait se produire une jonction entre l'insatisfaction économique et la critiques des mesures sanitaires, les deux étant vues comme une imposition des élites libérales désireuses de contrôler la liberté individuelle et de freiner le développement économique de la région. La pandémie a constitué un « accélérateur idéologique » dans un climat politique où la critique des gouvernements fédéral, et même provinciaux, était déjà bien présente.

Au fil des vagues pandémiques, le climat est devenu plus effervescent du côté de quelques provinces canadiennes comme l'Alberta et la Saskatchewan. Dans un premier temps, la grande majorité de la population occidentale, canadienne y comprise, acceptait la nécessité des mesures sanitaires mises en place par les gouvernements, le fardeau de prendre des décisions étant suspendu face à un événement inconnu et pris en charge par les gouvernements¹⁸. Par la suite, on a vu des mouvements de contestation de la COVID-19 se faire entendre de manière bruyante et l'acceptation des premiers moments a laissé progressivement place à un retournement de plus en plus important, touchant cette fois une partie plus grande de la population¹⁹.

Ainsi, les mesures sanitaires en place pour lutter contre la COVID-19 offraient un nouvel élan à des mouvements qui se trouvaient déjà dans une logique d'opposition contre les politiques du gouvernement fédéral. C'est également dans ce contexte que les partisans des théories du complot ont proliféré pendant la pandémie, celle-ci agissant comme un vecteur de rassemblement²⁰. Les manifestations sont donc devenues des plateformes qui rassemblaient des individus ayant des objectifs différents mais qui convergent dans une même dénonciation des politiques sanitaires implémentées par le gouvernement fédéral.

3. Nature des manifestations et facteurs explicatifs

Il est difficile de décrire la nature idéologique du convoi de camionneurs. Ainsi, faut-il voir ce mouvement comme en étant un qui voulait renverser le gouvernement canadien en faisant appel à la gouverneure générale? Un mouvement radical et d'extrême droite, prêt à utiliser la violence pour parvenir à ses fins? Ou alors strictement un mouvement d'expression très fort et bruyant contre les passeports vaccinaux que devaient posséder les camionneurs traversant la frontière canado-américaine ainsi que l'expression d'une profonde fatigue pandémique au sein de la population?

¹⁸ Jean-Claude Kaufman, *C'est fatigant, la liberté...*, Paris Éditions de l'Observatoire, 2021.

¹⁹ Un sondage de la firme Ekos (2 décembre 2020) montrait que les gens des quatre provinces de l'Ouest étaient plus susceptibles de refuser de porter le masque (13% en Saskatchewan contre 5% au Québec) et que la réticence aux vaccins était plus forte en Alberta qu'au Québec. « Pandemic, Polarization, and Expectations for Government », *Ekos Politics*, 2 décembre 2020. <https://www.ekospolitics.com/index.php/2020/12/pandemic-polarization-and-expectations-for-government/>.

²⁰ Martin Geoffroy, Frédéric Boily et Frédérick Nadeau, « Typologie des discours conspirationnistes au Québec pendant la pandémie », CEFIR, CEGEP Édouard-Montpetit, janvier 2022. 48 p.

La revendication de départ est étroite – l'élimination des mandats pour traverser les frontières –, mais elle s'est élargie par la suite lorsque de multiples récriminations sont venues s'y greffer, ce qui est commun. Ce type de mouvements finit en effet par amalgamer un ensemble de préoccupations de différente nature car, « dans la rue, on ne marche pas comme un seul homme »²¹.

Néanmoins, une façon de présenter les choses consiste, à notre avis, à décrire le convoi à partir du concept de populisme. La vague populiste des années 2010 doit être comprise à l'intérieur de trois grandes dimensions : économique, culturelle et politique²². La première, c'est celle des difficultés économiques qui ont frappé à partir de la crise financière de 2008 et qui ont créé un terreau favorable à la montée de mouvements comme le Tea Party aux États-Unis. Or, nous avons mentionné que certaines parties du Canada ont été soumises à des difficultés économiques à partir de 2015, difficultés pouvant donner un élan au discours populiste. Les facteurs culturels concernent les thématiques liées essentiellement à l'immigration qui est perçue comme étant « massive ». Celle-ci est ainsi vue comme un facteur qui fragilise les sociétés d'accueil et qui en menace l'intégrité culturelle en matière de langue, de culture et de religion. Une partie des populations d'accueil se braque contre l'arrivée des immigrants, produisant ainsi un *backlash* culturel. Ainsi comprise, l'immigration n'est pas un facteur d'enrichissement, mais un facteur de déstabilisation des sociétés avec la crainte de l'envahissement ou du « grand remplacement ». Enfin, les facteurs politiques font référence à différentes dimensions, notamment la perte de confiance à l'égard du système politique et des partis politiques qui ne sont plus vus comme des véhicules efficaces pour défendre les intérêts des électeurs. C'est une tendance lourde qui affecte les démocraties occidentales depuis 1945 qui subissent des transformations profondes, celles-ci ayant de multiples causes, (afflux de réfugiés, terrorisme, crise financière et crise environnementale) qui exercent une pression énorme sur les systèmes représentatifs actuels²³.

Pour éviter les amalgames, on peut identifier deux types de populisme, protestataire et identitaire. La forme protestataire de populisme implique un discours de dénonciation des élites, des élites qui n'écouteront pas le peuple et qui lui imposeraient des contraintes à son seul bénéfice sans prendre en considération la volonté populaire²⁴. Dans ce type de discours, les dirigeants politiques sont accusés de mettre en place des politiques qui vont à l'encontre des intérêts des gens ordinaires, et ce, parce que les élites pensent seulement à satisfaire leurs intérêts et à étancher leur insatiable soif de pouvoir et de contrôle.

Quant à l'autre forme de populisme, celle du national-populisme identitaire, elle cible les immigrants qui sont vus comme étant étrangers au véritable peuple, celui qui est défini par des caractéristiques ethnoculturelles comme la langue, la culture ou encore la religion. Ce type de populisme que l'on retrouve du côté de l'Europe dans des mouvements comme le Front national, aujourd'hui Rassemblement national, met l'accent sur une dénonciation virulente de l'immigration, celle-ci étant perçue comme une vague déferlante engloutissant les sociétés

²¹ *Dictionnaire des mouvements sociaux*, sous la direction d'Olivier Fillieule, Lilan Mathieu et Cécile Péchu, Paris, Sciences Po Les Presses, 2009, p. 343.

²² Gilles Ivaldi. *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2019, p.16-17.

²³ Pierre Martin, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Sciences po Les Presses, 2018, p. 13.

²⁴ Gilles Ivaldi. *De Le Pen à Trump : le défi populiste, op. cit.*, p. 45.

européennes et se traduisant par des politiques anti-migratoires, voire une politique du « retour chez eux » des immigrants.

Dans le cas des manifestations de février 2022, il semble que ce soit surtout la forme protestataire qui dénonce l'élite qui n'écoute plus le peuple, celui des citoyens ordinaires et des travailleurs, qui était dominante. On en voyait l'illustration dans l'appui offert par certains politiciens aux camionneurs vus et présentés comme étant les représentants du peuple d'en-bas qui expriment leur insatisfaction contre la politique des élites d'en-haut, comme l'a fait Maxime Bernier qui dénonçait, pendant la campagne électorale de 2021, les politiques sanitaires de tous les gouvernements, les décrivant comme étant tyranniques²⁵.

Rappelons également que ce ne sont pas nécessairement ceux qui font partie des catégories sociales les plus démunies qui manifestent ou se révoltent mais ceux qui, dans un contexte donné, s'attendent à recevoir un certain dû et qui sont déçus de ce qu'ils reçoivent effectivement, ce que l'on peut appeler les frustrations relatives²⁶. Ce n'est donc pas l'écart absolu entre les deux qui importe, mais plutôt entre ce qui est attendu par les acteurs politiques et ce qui est reçu. Dans le contexte de l'Ouest canadien, avec une montée réelle du chômage et des difficultés économiques croissantes, plusieurs estimaient ne pas recevoir leur juste part du pacte fédéral. Ils se perçoivent comme des contributeurs et, qui plus est, des contributeurs que l'on empêche d'effectuer correctement leur travail avec des barrières à l'exploitation du secteur énergétique albertain et saskatchewannais.

À partir de cette grille d'analyse qui présente l'ensemble des manifestations comme un moment d'expression de populisme protestataire – et qui est fédéré par « le slogan fédérateur²⁷ » de liberté –, il semble possible d'identifier trois grands types de manifestants.

- 1) Pour certains, le convoi de camionneurs symbolisait une sorte de point tournant. Selon ce point de vue, les manifestations se présentaient comme un moment de révolution culturelle et générationnel, similaire à Woodstock, comme le disait un résident de Valleyview dans le nord de l'Alberta²⁸. Ici, il faut également penser aux nombreux individus et familles qui sont venus à certaines manifestations et qui le faisaient, non pas pour renverser l'ordre constitutionnel canadien, comme le prônaient le *Memorandum of Understanding* qui appelait à la fin des mesures sanitaires pour lutter contre la COVID-19 et qui dénonçait les supposées violations des droits humains, mais pour exprimer leur insatisfaction envers les politiques sanitaires.
- 2) Pour d'autres participants, le moteur de l'action précédait la pandémie et s'inscrivait dans un régionalisme exacerbé par les politiques touchant le secteur énergétique. À cet égard, il

²⁵ Louis Gagné, « Maxime Bernier fera campagne contre la "tyrannie" sanitaire », *Radio-Canada*, 20 août 2021, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1818100/maxime-bernier-chef-parti-populaire-canada-candidat-retour-normale-tyrannie-sanitaire>.

²⁶ *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit., p. 242-243.

²⁷ Jean-Claude Kaufman, *C'est fatigant, la liberté...*, op. cit., p. 201.

²⁸ « What would ever cause my level-headed wife to seriously consider loading our four young children into a van for a spontaneous 4,000-kilometre road trip from northern Alberta? Her answer made me rethink the significance of this protest: "This is Woodstock," she said. » Nathan Steinke, « Opinion: Truckers' convoy the Woodstock of our time », *Edmonton Journal*, 28 janvier 2022, <https://edmontonjournal.com/opinion/columnists/opinion-truckers-convoy-the-woodstock-of-our-time>.

ne faut pas confondre le régionalisme avec l'extrême droite. Le Parti Maverick prône des politiques autonomistes et lorgne avec le séparatisme sans que l'on puisse qualifier ces politiques d'extrémistes²⁹. Mais, le Parti ne prône pas la violence, il faut plutôt l'inscrire dans la filiation séparatiste du début des années 1980. Tamara Lich, qui a quitté le Maverick Party, et était une des têtes d'affiche du convoi, appartient à cette mouvance régionaliste. En 2020, elle mentionnait que les résultats des élections fédérales étaient décidés ailleurs que dans l'Ouest, que les « différents modes de vie » faisaient en sorte que ce qui convenait dans l'Est ne convenait pas dans l'Ouest (les armes à feu, par exemple). Et elle ajoutait aussi que le système était brisé (*broken*) et qu'il fallait une réforme constitutionnelle ou alors l'indépendance³⁰. Enfin, elle ramenait sur le tapis des projets de loi du gouvernement libéral qui sont largement décriés par la droite de l'Ouest canadien (et même parfois hors de la droite).

- 3) Extrême droite et complotistes. Ici, on a affaire à des individus qui appartiennent à la nébuleuse d'extrême droite identitaire qui vont dénoncer le « communisme », le traité sur les migrations de l'ONU, signé à Marrakech et « l'immigration illégale » et qui vont également mêler une rhétorique complotiste au discours sur la défense de la liberté, supposément menacée par des politiciens liberticides. L'organisateur Patrick King relève de cette catégorie et ceux qui brandissaient des drapeaux confédérés appartenaient à cette mouvance. Comme le mentionnait le sociologue Martin Geoffroy, directeur du CEFIR, les manifestations ont aussi constitué une arène sociale pour les conspirationnistes à la fois pour se faire entendre et pour se trouver des affinités électives³¹. Au sein de ce groupe, nous pouvons parler d'une véritable touche de populisme identitaire.

Les trois groupes ne sont pas séparés par des frontières étanches et des complotistes peuvent se retrouver partout ou encore des militants régionalistes peuvent avoir une rhétorique anti-immigration. Néanmoins, il importe de les distinguer conceptuellement pour éviter de confondre les gens qui ont déambulé auprès des camionneurs dans différentes villes au pays, tout comme il est nécessaire aussi de ne pas forcément mélanger les militants d'extrême droite avec ceux qui défendent un agenda régionaliste et autonomiste pour l'Ouest. Cependant, ce qui les réunit, c'est l'idée que le système politique canadien ne fonctionne plus et qu'il brime les citoyens ordinaires alors que les élites avancent des politiques à la fois au détriment de certaines régions (avant la

²⁹ Le parti a subi un changement de direction lorsque le fondateur Peter Downing a été remplacé par Jay Hill, actuel chef du parti. Le parti Maverick a emprunté le chemin des urnes et, dans son programme, on parle peu de l'immigration. Le parti avance des positions articulées essentiellement autour de la défense de la région, entendre Alberta. Le parti peut cependant être décrit comme radical dans la mesure où le mécontentement dans l'Ouest contre Ottawa est largement partagé mais pas au point, comme le suggère le Maverick Party, de songer au séparatisme.

³⁰ Blair Crawford, « Who is the Freedom Convoy's Tamara Lich — the 'spark that lit the fire' », *Vancouver Sun*, 4 février 2022, <https://vancouver.sun.com/news/local-news/who-is-tamara-lich-the-spark-that-lit-the-fire/wcm/166d4824-d440-4710-ade8-5b84c2203f88>.

³¹ Maëlane Loaëc, « Canada : qui sont ces camionneurs du "Convoi de la Liberté" qui assiègent Ottawa? », *TF1 info*, 8 février 2022, <https://www.tf1info.fr/societe/canada-qui-participe-au-convoi-de-la-liberte-qui-assiege-ottawa-2210300.html>.

pandémie) et de l'ensemble des citoyens (pendant la pandémie). De ce point de vue, la pandémie a été un moment de jonction qui a permis à des plaintes et récriminations de se faire entendre.

Dans cette note de recherche, nous avons développé l'idée que les convois de camionneurs ne sont pas seulement un effet de la pandémie mais aussi le résultat de politiques qui, notamment en matière environnementale, ont été mises en place par le gouvernement fédéral avant mars 2020 et par un contexte difficile dans certaines provinces canadiennes qui, comme l'Alberta, ont été touchées par le ralentissement économique survenu dès 2015. Malgré des résultats électoraux très forts dans l'Ouest, les conservateurs n'ont pu, en 2019 et 2021, revenir au pouvoir et cette incapacité a pu entraîner des citoyens, pas la majorité, à croire que la situation est bloquée et que le seul moyen consiste à changer d'arène de combat pour se faire entendre en passant de la Chambre des communes à la Rue Wellington et au radicalisme dans le cas de certains acteurs.

Chose certaine, nous avons besoin d'études qualitatives³² qui permettront de mieux saisir les motivations de ceux qui ont manifesté afin de fournir un portrait plus fin de ce qui est en jeu. Si on ne pouvait prédire avec exactitude ce qui allait se passer, on pouvait néanmoins anticiper, à la suite des élections de 2019 et 2021, que le Canada était fracturé et que les partis politiques, dans un contexte de défiance à l'égard des élites politiques, n'arrivent plus nécessairement à jouer leur rôle traditionnel, celui d'être des vecteurs des revendications sociales et régionales, d'où la tentation d'emprunter d'autres chemins.

³² Frédéric-Guillaume Dufour, *Entre peuple et élite, le populisme de droite*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2021, p. 39.